

# libertas

BULLETIN D'INFORMATION DE DROITS ET DÉMOCRATIE

## NUMÉRO SPÉCIAL PRIX JOHN-HUMPHREY POUR LA LIBERTÉ 2005 60 ANS DE CONSCIENCE PAPOUE

PAR DAVID WEBSTER, FELLOW POST-DOCTORAL, DÉPARTEMENT D'HISTOIRE, UNIVERSITÉ DE WESTERN ONTARIO

LE 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE de chaque année, les habitants du territoire de la Papouasie (également connu sous le nom de Papouasie occidentale ou Irian Jaya) contrôlé par l'Indonésie hissent leur drapeau : une étoile blanche sur fond rouge flanqué d'un champ de bandes bleues et blanches.

Tous les ans, nombre d'entre eux sont arrêtés pour avoir hissé la bannière de l'«Étoile du matin», interdite par le gouvernement indonésien depuis les années 1960. L'année dernière, plusieurs centaines de Papous se sont réunis pour assister au lever du drapeau dans la ville d'Abepura, au cours d'un rassemblement pacifique de prières en plein air. Tandis que le drapeau était hissé, la police indonésienne a tiré sur la foule avec des balles en caoutchouc, et s'est ensuite avancée pour battre les participants avec des bâtons.

Un porte-étendard, Filep Karma, âgé de 45 ans, a aussitôt été arrêté. Un autre homme, Yusak Pakage, 26 ans, a également été arrêté alors qu'il protestait devant le commissariat de police contre l'arrestation de M. Karma. Ce dernier a été condamné à 15 ans de prison pour « rébellion » et pour avoir exprimé de l'hostilité envers l'État. M. Pakage a reçu une peine de 10 ans pour son rôle durant la cérémonie pacifique du lever de drapeau.

En septembre, M. Pakage a déclaré : « L'Indonésie est une démocratie. Nous avons hissé le Bintang Kejora (Étoile du matin) dans le but d'encourager le dialogue entre les habitants de la Papouasie occidentale et le gouvernement indonésien... Nous devrions nous asseoir à la même table et nouer un dialogue démocratique afin de trouver une solution pour arrêter les massacres, l'oppression et les injustices qui sont perpétrés de façon systématique en Papouasie occidentale. »

L'Indonésie a tenu des élections démocratiques en 2004, les deuxièmes depuis la chute du régime du Président Suharto en 1998. Elle a fait d'énormes progrès vers la

démocratisation. Cependant, dans des secteurs périphériques tels que la Papouasie, la vraie puissance se trouve toujours entre les mains de l'armée indonésienne qui détenait le pouvoir sous le régime de Suharto. « La démocratie en Indonésie est en danger », écrit Pakage, parce qu'elle interdit toute protestation pacifique dans des endroits comme la Papouasie. Amnistie internationale rapporte qu'au moins 72 personnes ont été jugées depuis 1998 pour avoir préconisé l'indépendance de la Papouasie.

L'arrestation de Yusak Pakage et de Filep Karma est un exemple parmi tant d'autres illustrant quatre décennies de domination indonésienne. De nombreux Papous ont l'impression qu'on leur a volé leur indépendance ; et quand ils expriment leur opinion, l'Indonésie considère qu'ils menacent l'unité de l'état.

### LES DÉBUTS D'UNE CONSCIENCE PAPOUE

Dans le monde entier, 2005 est une année d'anniversaires : 60 ans depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création des Nations Unies ; 60 ans également depuis les débuts d'une conscience papoue. En 1945, les troupes américaines envahissent les côtes de la Papouasie, repoussant les Japonais. Bon nombre d'entre elles sont composées d'Afro-Américains, qui ressemblent comme des cousins au peuple mélanésien de la Papouasie. La plus grande base militaire américaine se transforme rapidement et est à l'origine de la communauté papoue de Kampong Harapan, la cité de l'espoir (aujourd'hui Jayapura, la capitale provinciale). Les Japonais évincés, les nationalistes indonésiens proclament une république indépendante à Jakarta : un nouveau monde est en train de naître. Quelques chefs papous se rallient aux Indonésiens réclamant l'indépendance pour les Indes néerlandaises ; d'autres acceptent de travailler avec les Néerlandais pour une indépendance séparée et plus progressive pour la Papouasie. Il faut attendre jusqu'en 1949 pour que les Hollandais reconnaissent

suite en page 3



**Droits et Démocratie**  
Centre international des droits de la personne  
et du développement démocratique

Créé par une Loi du Parlement en 1988, Droits et Démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) est un organisme canadien non partisan qui a le mandat de promouvoir, d'appuyer et de défendre, à l'échelle internationale, les droits de la personne et le développement démocratique, tels que définis dans la Charte internationale des droits de l'homme. En partenariat avec la société civile et les gouvernements au Canada et à l'étranger, Droits et Démocratie met en œuvre et soutient des programmes visant à renforcer les lois et les institutions démocratiques, principalement dans les pays en développement.



Jean-Louis Roy,  
président de Droits et Démocratie

## MESSAGE DU PRÉSIDENT

**SUR LA LIGNE DE FRONT** du mouvement mondial vers la démocratie, la liberté et la justice, se trouvent des individus courageux voués à la défense des droits humains. Avec la force de leur conviction, ils sont prêts à défier l'État et à en exiger le respect de l'application régulière de la loi, du dialogue paisible et des engagements internationaux. En s'appuyant sur des arguments légaux, ils démontrent leur solidarité avec leurs concitoyens et leur engagement à se battre pour un ordre du monde basé sur la règle de droit.

Le lauréat 2005 du Prix John-Humphrey pour la liberté, Yan Christian Warinussy, est l'un de ces défenseurs courageux et engagés dans le combat pour les droits humains. C'est peu dire que la défense des droits humains en Papouasie occidentale est difficile : étant donné la situation politique tendue qui y règne, M. Warinussy exerce une profession dangereuse, et pour défendre les droits des Papous, M. Warinussy risque sa vie tous les jours.

Je suis très heureux que M. Warinussy puisse venir au Canada pour recevoir le prix John-Humphrey pour la liberté 2005. En rencontrant nos partenaires et nos concitoyens à travers tout le pays, il nous fera part de son expérience dans la lutte démocratique engagée sur l'île éloignée de la Papouasie occidentale. Il personnifiera également les valeurs universelles des droits de la personne qui nous rendent solidaires avec des personnes vivant de l'autre côté de la planète. |

Jean-Louis Roy.

libertas

### Bulletin d'information de Droits et Démocratie

Libertas est distribué gratuitement. La version électronique est disponible sur notre site à [www.dd-rd.ca](http://www.dd-rd.ca). Ses articles peuvent être reproduits, à la condition de citer la source et de faire parvenir un exemplaire de la publication dans lequel apparaît l'article à Droits et Démocratie. Le genre masculin est parfois employé à la seule fin de faciliter la lecture.

COORDINATION : Louis Moubarak  
DESIGN : Club Imprimerie Montréal  
PHOTOS : Alex Hill, YPRI  
TRADUCTION : Martine Geronimi,  
Geneviève Peeren, Anne Talbot

DÉPÔT LÉGAL : 2<sup>e</sup> trimestre 2005  
ISSN 1027-0884

1001, boul. de Maisonneuve Est  
Bureau 1100,  
Montréal (Québec) Canada H2L 4P9

Téléphone : (514) 283-6073  
Télécopieur : (514) 283-3792  
[dd-rd@dd-rd.ca](mailto:dd-rd@dd-rd.ca)  
[www.dd-rd.ca](http://www.dd-rd.ca)

## LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES EN PAPOUASIE OCCIDENTALE

PAR STEVE SMITH, AGENT, RELATIONS EXTÉRIEURES, DROITS ET DÉMOCRATIE

**FORTE** de ses 253 groupes linguistiques qui la composent, la population de Papouasie occidentale est l'une des plus diversifiées du monde. Chaque groupe est non seulement unique par sa langue, mais il l'est aussi par ses coutumes, ses pratiques religieuses, ses intérêts économiques et ses structures sociales.

Les peuples autochtones représentent actuellement près de 65 % de la population totale de la Papouasie occidentale, évaluée à plus de 2,3 millions. Il y a seulement 45 ans, soit en 1960, ils constituaient plus de 97 %.

Ce déclin est directement lié à la prise de pouvoir par l'Indonésie de la Papouasie occidentale en 1963. Espérant ainsi consolider sa mainmise sur cette partie de l'île et enrayer la montée du mouvement pour l'indépendance de la Papouasie occidentale, le gouvernement indonésien a mis en application une politique qui a ouvert l'île aux migrants indonésiens attirés là par la promesse d'une terre bon marché et par l'abondance des ressources naturelles de l'île. Cette politique fut renforcée par une nouvelle loi déclarant toutes les terres et ressources naturelles de Papouasie occidentale propriété de l'État indonésien, et

limitant sévèrement les réclamations de terres par les autochtones. Le mépris ainsi démontré pour les droits des peuples autochtones de Papouasie au territoire, aux ressources naturelles et aux droits culturels – de même que les mesures brutales utilisées par les militaires indonésiens dans leur effort pour imposer les conceptions de Jakarta en Papouasie occidentale – n'ont fait que favoriser l'émergence d'un mouvement indépendantiste dont l'activité n'a jamais cessé.

La situation difficile dans laquelle se trouve la population autochtone de la Papouasie occidentale se reflète dans la lutte des peuples autochtones du monde entier pour la reconnaissance de leurs droits humains.

Droits et Démocratie soutient activement la lutte des peuples autochtones du monde entier pour leurs droits, en particulier le droit à l'autodétermination. Droits et Démocratie continue de tendre ses efforts vers l'adoption d'instruments internationaux pour la reconnaissance des droits de la personne, tels que le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones présentement à l'étude à l'Organisation des États américains et aux Nations Unies. |

## PRIX JOHN-HUMPHREY POUR LA LIBERTÉ



### LAURÉATS

- 2005 Yan Christian Warinussy (Papouasie occidentale)
- 2004 Godeliève Mukasarasi (Rwanda)
- 2003 Kimy Pernía Domicó (Colombie) et Angélica Mendoza (Pérou)
- 2002 Ayesha Imam, BAOBAB pour les droits des femmes au Nigeria
- 2001 Dr Sima Samar (Afghanistan)
- 2000 Révérend Timothy Njoya (Kenya)
- 1999 Dr Cynthia Maung et Min Ko Naing (Birmanie)
- 1998 Palden Gyatso (Tibet)
- 1997 Père Javier Giraldo (Colombie)
- 1996 Sultana Kamal (Bangladesh)
- 1995 Bishop Carlos F. X. Belo (Timor oriental)
- 1994 Campaign for Democracy (Nigeria) et Egyptian Organization for Human Rights
- 1993 La Plate-forme des organismes haïtiens de défense des droits humains (Haïti)
- 1992 Instituto de Defensa Legal (Pérou)

**DROITS ET DÉMOCRATIE** décerne chaque année le Prix John-Humphrey pour la liberté, depuis 1992, afin d'honorer un organisme ou une personne dans le monde, pour sa contribution exemplaire à la promotion des droits de la personne et du développement démocratique. Le Prix comprend une bourse de 25 000 \$ et prévoit une tournée de certaines villes canadiennes afin de sensibiliser le public au travail sur les droits humains qu'accomplit le lauréat. Il a été créé pour rendre hommage au Canadien John Peters Humphrey, professeur de droit qui a préparé le premier projet de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Prix est attribué sur recommandation d'un jury international composé de cinq membres du Conseil d'administration de Droits et Démocratie.

Pour de plus amples renseignements, visitez notre site Web ([www.dd-rd.ca](http://www.dd-rd.ca)) ou envoyez un courriel à Anyle Côté ([acote@dd-rd.ca](mailto:acote@dd-rd.ca)). |

# 60 ANS DE CONSCIENCE PAPOUE

Suite de la page 1



l'indépendance de l'Indonésie ; cela étant, ils insistent pour garder la Papouasie comme dernier bastion de leur empire colonial dans le Pacifique. Tout au long des années 1950, le gouvernement indonésien sollicite le contrôle de la Papouasie. En 1960, les Hollandais annoncent un plan sur 10 ans visant à instaurer l'autonomie papoue. Un conseil papou semi-élu devient effectivement un parlement embryonnaire pour un nouvel État-nation. Le 1<sup>er</sup> décembre 1961, le nouveau drapeau papou est hissé pour la première fois au-dessus du bâtiment du conseil. Pour beaucoup de Papous, cet évènement marque le jour de leur indépendance.

Le président indonésien Sukarno voit les choses très différemment ; il ordonne la mobilisation du pays pour la guerre et utilise les armes fournies par l'Union soviétique. Alarmés du fait que cela pourrait faire basculer l'Indonésie dans le camp communiste, les États-Unis, alors dirigés par le président John F. Kennedy, interviennent pour forcer les Hollandais à se présenter à la table de négociation. En l'absence de représentants papous, les Néerlandais donnent leur accord pour remettre la Papouasie aux mains d'une administration intérimaire de l'ONU qui, à son tour, transfère les commandes à l'Indonésie en 1963. Un groupe de conseillers papous en colère écrit : « La participation forcée à la domination indonésienne équivaut à l'instauration d'un commerce d'esclaves encouragé par des membres des Nations Unies. » Mais cela ne change rien.

Selon les termes du transfert, les Papous doivent décider, selon un « décret de libre choix », s'ils optent pour la domination indonésienne ou pour l'indépendance. Le décret est prononcé en 1969, mais au lieu d'un référendum, 1026 électeurs sont triés sur le volet par les autorités militaires : leurs voix acceptent unanimement la domination de l'Indonésie. Ce procédé a depuis été décrit par le sous-secrétaire responsable de l'ONU comme un moyen d'étouffer le processus. Réfutant le fait que l'autodétermination a déjà eu lieu en 1945 avec la déclaration d'indépendance indonésienne, les dirigeants indonésiens refusent aux Papous le droit de se séparer.

Les désaccords sur l'autodétermination sont à la racine des violations des droits de la personne depuis les 42 ans que dure le contrôle indonésien. Les groupes de défense des droits humains estiment que près de 100 000 Papous sont morts sous la coupe du pouvoir indonésien. De nombreux rapports font état d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires, et Amnesty internationale dénonce une « culture de l'impunité » dans laquelle les officiers de l'armée ne sont que rarement tenus responsables de leurs actes. Un rapport de 2004 de la l'organisation d'aide juridique de Lowenstein de la faculté de droit de l'université Yale indique « une forte présomption selon laquelle le gouvernement indonésien est responsable de génocide » en Papouasie.

Par ailleurs, les Papous se plaignent amèrement de l'arrivée des populations en provenance des îles indonésiennes surpeuplées. Pendant des décennies, le gouvernement indonésien a dressé des plans ambitieux pour favoriser la migration vers la Papouasie afin de soulager les pressions provoquées par le surpeuplement de Java, et pour ouvrir la forêt tropicale à des projets de développement économique. Le nombre d'immigrants n'a jamais atteint les objectifs, mais un grand nombre de « migrants spontanés » ont envahi la Papouasie. Les grandes villes comptent maintenant une majorité d'Indonésiens détenant les meilleurs postes. Bon nombre de Papous craignent de ne bientôt plus représenter qu'une minorité sur leur propre territoire.

La Papouasie se trouve également au cœur d'un conflit pour les ressources naturelles. Elle est en effet l'une des trois provinces fournissant la majeure partie des recettes à l'exportation de l'Indonésie. Des compagnies d'exploitation forestière se partagent ses vastes forêts tropicales, soulevant le spectre du déboisement à grande échelle et menaçant la survie culturelle des peuples autochtones. La multinationale Freeport, basée aux États-

Unis, exploite l'une des plus grandes mines du monde en Papouasie, où elle continue d'excaver des montagnes entières pour recueillir le cuivre et l'or. Des compagnies d'exploitation canadiennes sont également présentes, à la recherche d'autres gisements de minerais. La compagnie BP (autrefois British Petroleum) espère réaliser un vaste projet d'exploitation de gaz naturel dans la baie de Bintuni. La Papouasie est traitée comme un coffre aux trésors en ce qui concerne les ressources naturelles, mais les bénéfices sont quasi inexistantes pour les populations locales, qui restent pauvres selon les normes en vigueur en Indonésie, avec des taux élevés de mortalité infantile et une grave crise du sida.

Après la chute de Suharto, les attentes étaient élevées relativement à l'amélioration de la situation des droits humains. Une équipe de 100 chefs papous a rencontré le successeur de Suharto, demandant l'instauration d'un dialogue sur l'histoire de l'intégration de la Papouasie en Indonésie et exprimant la profonde aspiration des populations à l'indépendance. Abdurrahman Wahid, le premier président de l'Indonésie élu démocratiquement, a accepté la tenue d'un congrès national des Papous en 2000. Mais les autorités militaires y ont mis un frein après la déclaration du Congrès selon laquelle les Papous étaient « déjà souverains en tant que nation et peuple ». En 2002, les soldats indonésiens ont assassiné Theys Eluay, élu chef du Présidium papou au congrès de 2000, conduisant le mouvement pacifique pour l'indépendance à la clandestinité. Des propositions « d'autonomie spéciale » sont encore en attente d'application, rendant les Papous encore plus méfiants envers les promesses indonésiennes.

## YAN CHRISTIAN WARINUSSY ET LE CHEMIN DE LA PAIX

De nombreux défenseurs des droits humains, tels que le lauréat du prix John-Humphrey pour la liberté 2005, Yan Christian Warinussy, sont également la cible régulière d'attaques. M. Yan Christian Warinussy défendait six résidents de sa communauté, emprisonnés pour avoir hissé un drapeau en 2001. Quand il a protesté par écrit pour dénoncer qu'ils avaient été battus au cours de leur détention, il a été convoqué par la police. Ils ont aligné les porte-étendards et ont menacé de les tuer « eux et leur avocat ». Aujourd'hui encore, en Papouasie, les défenseurs des droits humains placés sur la ligne de front sont souvent visés à cause de leurs activités.

Sans le courage de tels individus qui soutiennent et prônent l'application des droits humains, les pays qui évoluent vers la démocratie ont peu de chances d'y arriver. Selon Hina Jilani, représentant spécial de l'ONU pour les défenseurs des droits de l'homme, les activistes pour les droits « font partie du processus de démocratisation. Leur présence et leurs activités dans un État sont un indicateur de démocratisation et un moteur pour son développement ultérieur. » Le gouvernement indonésien n'a pas permis à Mme Jilani d'enquêter sur la Papouasie. En dépit de la déclaration de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'homme, soutenue par le Canada entre autres pays, le combat pour les droits reste un choix de carrière dangereux pour les Papous.

Selon les défenseurs des droits de la personne, le problème des droits prend racine dans la perception qu'ont les Papous que l'autodétermination leur a été volée. Les Papous continuent à protester, mais le gouvernement indonésien refuse d'accorder toute crédibilité au séparatisme, ce qui entraîne des actions répressives.

Bon nombre d'organisations papoues essayent de briser le cycle en appelant au dialogue et en transformant la Papouasie en « terre de paix ». C'est cette route qui offre le plus grand espoir de résolution du conflit. /

# LA NOUVELLE SE RÉPAND !

## LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SE RÉVEILLE FACE AUX VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET À L'IMPUNITÉ DES MILITAIRES INDONÉSIENS EN PAPOUASIE

PAR ALEX HILL, AGENT, INDONÉSIE, ALTERNATIVES, RÉSEAU D'ACTION ET DE COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

**PENDANT** près de 40 ans, le monde a détourné les yeux tandis que la Papouasie (Papouasie occidentale ou Irian Jaya) était ravagée par les militaires indonésiens dans le cadre d'un programme de répression. Mais cela commence à changer.

Au cours des trois dernières années, des rapports du Congrès et du Sénat américains ont condamné les violations des droits de la personne en Papouasie. Par ailleurs, les commissions parlementaires du Royaume-Uni, d'Irlande et de Nouvelle-Zélande ont élevé la voix au cours de forums nationaux et internationaux pour dénoncer ce long historique de violations.

La prise de conscience se développe et la nouvelle se répand. Grâce au travail assidu et à l'engagement d'une poignée de défenseurs des droits humains, le monde s'éveille enfin à la tragédie de l'agression militaire indonésienne contre les peuples autochtones de la Papouasie. Une série d'événements - la chute du régime autoritaire de Suharto en 1998, la libération du Timor oriental, les bombardements de Bali (en 2003 et 2005), et le tsunami dévastateur de l'année dernière dans la province d'Aceh - a amené l'Indonésie sous le feu d'un plus grand nombre de projecteurs. Ce que découvre le monde aujourd'hui, selon Edmund McWilliams, du Réseau des droits de l'homme en Indonésie, dans son rapport à un comité du Sénat américain l'année dernière, est une « démocratie débutante et fragile, dont le gouvernement n'est pas encore capable de protéger les droits humains fondamentaux de ses ressortissants ». Il précise également que les propres rapports du département d'État des États-Unis indiquent que « la menace principale contre les droits de la personne provient de la force militaire, une institution malveillante, possédant de vastes richesses et exerçant un grand pouvoir, qui a commis des crimes contre l'humanité et peut-être un génocide, et qui demeure impunie ».

La Papouasie est un lieu d'opérations privilégié pour les militaires indonésiens. Pour justifier ses actions, l'État utilise le spectre du mouvement indépendantiste (mouvement largement pacifiste). La Papouasie a été occupée par l'Indonésie en 1963, et incorporée à l'État indonésien par un référendum controversé des Nations Unies en 1969.

Depuis lors, divers groupes politiques ont demandé un réexamen du processus, et une guérilla d'armes légères a commencé à lutter pour légitimer un État indépendant de Papouasie. Pour toute réponse, les militaires se sont engagés dans une campagne de terreur, effectuant des offensives contre les autochtones de Papouasie. Au cours de cette campagne, les militaires suivent trois directives principales axées sur la sécurité interne, ce qui se traduit par des opérations contre la population locale.

La première directive vise à protéger les grandes industries d'exploitation des ressources naturelles, telles que Freeport McMoran et ses mines d'or et de cuivre (les plus importantes du monde), ainsi que la BP et ses projets de développement gazier en Papouasie. Ainsi, les militaires signent des contrats lucratifs de « sécurité » avec les compagnies. Une hésitation de la part de ces dernières à engager les services de l'armée peut avoir pour conséquence de mettre en danger leurs propres employés, qui sont alors pris pour cibles par les militaires, comme cela s'est vu en 2002 quand trois employés de Freeport McMoran (dont un Américain) ont été tués par des hommes portant des armes de l'armée indonésienne. C'est cet incident qui a entraîné la première critique par le gouvernement des États-Unis à l'endroit des activités militaires en Papouasie.

En second lieu, les militaires travaillent pour protéger l'unité de l'État indonésien en écrasant toute expression locale de résistance à l'autorité de l'État. Au cours des trois dernières années, cinq opérations différentes dans des régions éloignées de la Papouasie ont eu lieu : les militaires ont tué



*La Papouasie est un lieu d'opérations privilégié pour les militaires indonésiens et pour justifier ses actions, l'état utilise le spectre du mouvement indépendantiste (mouvement largement pacifiste).*

des centaines de personnes et détruit des villages entiers en réponse à la résistance locale à l'appropriation sans compensation des terres et des ressources naturelles. Une opération, commencée en août 2004 à Puncak Jaya, dans les hautes montagnes de Papouasie, est encore en cours à l'heure actuelle où, selon le magazine britannique *The Ecologist*, « les soldats indonésiens brûlent les villages, attaquent les civils, violent les femmes et tuent les hommes, suivant un programme militaire d'envergure et planifié ».

Enfin, les militaires eux-mêmes s'impliquent dans des activités économiques qui menacent la population locale. Ils constituent 70 % de leur budget de fonctionnement grâce à des financements qui ne proviennent pas de l'État : outre les contrats de sécurité lucratifs avec les compagnies d'exploitation, ils s'adonnent au marché noir avec des activités comme la prostitution qui répand le virus du Sida, l'exploitation illégale du bois et la contrebande. Résultat : la Papouasie doit maintenant faire face à un taux de VIH parmi les plus élevés du Sud-Est asiatique, et peut revendiquer le titre de championne du monde de l'industrie illégale du bois.

Cependant, tandis que le monde commence à prêter attention aux problématiques de la Papouasie, les défenseurs des droits humains n'ont pas fini de se heurter à de nouveaux défis. En effet, selon Tapol, la Campagne indonésienne pour les droits humains, entre 12 000 et 15 000 troupes additionnelles sont attendues en Papouasie occidentale entre 2005 et 2009, portant à près de 50 000 le nombre de militaires sur le territoire. Tout cela dans une province de seulement 1,5 million d'habitants...

La société civile en Papouasie (une coalition plus ou moins organisée de quelque 250 tribus distinctes) a, à plusieurs reprises, exprimé le vœu de voir la Papouasie devenir une Terre de Paix, demandant à l'armée indonésienne et aux groupes de milices locales de baisser les armes et de respecter les droits de la personne afin de résoudre les conflits par le dialogue. Malheureusement, quiconque préconise une alternative même pacifique à l'intégration entière et sans condition avec l'Indonésie devient immédiatement candidat à l'arrestation, à la torture ou à l'exécution par les forces de sécurité indonésienne.

Heureusement, la solidarité internationale pour la Papouasie s'organise. Il existe également un mouvement qui s'amplifie et qui fait pression sur l'Indonésie afin qu'elle accepte l'intervention de rapporteurs spéciaux pour les droits de l'homme et pour l'indépendance juridique. Au cours des cinq dernières années, de nombreux rapports annuels de la Commission de l'ONU sur les droits de l'homme en Papouasie se sont empilés. Cependant, tandis qu'une certaine attention se manifeste, la Papouasie a grand besoin d'un mouvement international massif de solidarité, semblable à celui qui a soutenu les droits de la personne au Timor oriental, ou à celui qui est venu en aide aux victimes du tsunami dans la province d'Aceh en 2004. Les déclarations des gouvernements étrangers doivent être suivies d'actions concrètes pour garantir la protection des populations en Papouasie et pour que soient jugés les officiers militaires indonésiens responsables des violations envers les droits humains. /

# YAN CHRISTIAN WARINUSSY

## LAURÉAT DU PRIX JOHN-HUMPHREY POUR LA LIBERTÉ 2005

**DÉFENSEUR** de la justice en Papouasie occidentale, Monsieur Warinussy dirige l'Institut pour la recherche, l'analyse et le développement de l'aide juridique (LP3BH), un organisme voué à la défense des droits des Papous touchés par la répression exercée par l'armée indonésienne qui cherche à resserrer son contrôle sur cette région qui occupe la partie ouest de l'île de Nouvelle Guinée.

Monsieur Warinussy s'est distingué en agissant à titre d'avocat pour la défense des habitants des régions reculées de la Papouasie occidentale qui, sans lui, n'auraient pu se faire représenter en justice. Il a en outre défendu les militants des droits humains de la région qui s'emploient à dénoncer les violations des droits humains perpétrées par l'armée indonésienne et les groupes paramilitaires.

Le lauréat de cette année est aussi un leader communautaire respecté qui a contribué à mettre en contact les habitants des hautes terres et ceux des basses terres de la Papouasie occidentale. Il a en outre agi à titre de conseiller indépendant en droits humains dans le cadre de la relocalisation des Papous touchés par le projet d'exploitation gazière de la British Petroleum dans la baie de Bintuni. /



## ENTREVUE AVEC YAN CHRISTIAN

### 1. Qu'en est-il de la situation des droits de la personne actuellement en Papouasie occidentale ?

Chaque jour, la situation se dégrade : on note de plus en plus de violations, et leurs auteurs continuent d'agir en toute impunité. Pour sa part, le gouvernement indonésien est incohérent dans ses politiques concernant la Papouasie occidentale. Par exemple, la Loi sur l'autonomie spéciale a bien été promulguée mais n'a, à ce jour, pas encore été mise en application. En fait, le gouvernement indonésien agit dans ses seuls intérêts politiques et économiques, et pas du tout dans celui des populations papoues. Le peuple papou est traité avec injustice : considéré comme un peuple stupide, sale, malade, il est donc jugé inférieur. Ainsi, ses droits économiques, civils, culturels et sociaux sont bafoués quotidiennement. L'accès à l'éducation, aux services de santé et au territoire est extrêmement limité. Le gouvernement lui refuse liberté et justice. Pourtant, ce que souhaitent les Papous, c'est de vivre en paix et de faire respecter et apprécier leur culture.

### 2. Quel rôle devrait jouer la communauté internationale pour mettre un terme aux nombreuses violations des droits de l'homme en Papouasie occidentale ?

On peut nous aider de bien des façons. Dans le passé, l'Institut pour la recherche, l'analyse et le développement de l'aide judiciaire (LP3BH) a organisé des campagnes avec quelques organismes internationaux, et cela a permis d'attirer l'attention sur la détérioration de la situation des droits humains en Papouasie occidentale. À présent, la communauté internationale pourrait aider les Papous de diverses manières. Par exemple :

En faisant pression sur les autorités indonésiennes pour que cessent les violations des droits de la personne et pour que les auteurs soient enfin reconnus responsables ;

En favorisant les droits humains par la défense de leurs principes ;

En fournissant des fonds aux organismes de Papouasie occidentale qui travaillent à la défense des droits humains, qui surveillent et enquêtent sur les violations. Malheureusement, ces organismes manquent cruellement de moyens pour effectuer ce travail indispensable.

### 3. Que faut-il aux Papous pour qu'ils aient l'impression que justice leur est rendue ?

Il faut mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les auteurs des violations des droits humains en Papouasie occidentale.

Il y a un besoin de créer un dialogue entre le peuple papou et le gouvernement Indonésien pour mettre un terme aux violations des droits humains et afin de trouver une solution pacifique pour la Papouasie occidentale.

Le 8 octobre dernier, Mika Lévesque, agente régionale Asie, s'est rendue en Papouasie occidentale pour représenter Droits et Démocratie et rendre hommage à Yan Christian dans le cadre d'une cérémonie communautaire à Manokwari.

## LE RÉSEAU D'ACTION POUR LA PAPOUASIE OCCIDENTALE FAIT L'ÉLOGE DE YAN CHRISTIAN

PAR LUISA DURANTE, MEMBRE FONDATEUR DE WESTPAN,  
LE RÉSEAU D'ACTION POUR LA PAPOUASIE OCCIDENTALE

**DEPUIS** 1963, l'Indonésie occupe la Papouasie occidentale. Depuis, les autorités indonésiennes font tout pour réduire le peuple papou au silence. Quelques rares voix se font pourtant entendre, notamment celle de Yan Christian Warinussy qui, depuis son tout jeune âge, s'exprime contre l'oppression de son peuple, en dépit des menaces de mort et des intimidations envers sa famille. Avec courage, il persiste à rechercher la justice et à défendre ceux dont les droits sont violés. Il a commencé sa carrière bénévolement en tant qu'avocat des droits humains pour une organisation d'aide judiciaire de Jayapura. Conscient de l'injustice dont son peuple est victime aux mains des autorités indonésiennes, il prend la décision de tout faire pour améliorer la vie de ses concitoyens et de répondre à leurs besoins fondamentaux en réclamant pour tous l'accès aux infrastructures et aux services gouvernementaux. Très respecté dans toutes les sphères de la société papoue et dans celle des mouvements internationaux pour les droits humains, avocat fervent, assujéti à un emploi du temps exigeant, M. Warinussy est toujours prêt et ne refuse jamais de défendre ceux qui en ont besoin, ceux qui, autrement, n'auraient aucune représentation. Il travaille avec des groupes communautaires locaux dans des villages ruraux isolés, coopère avec d'autres avocats et groupes de droits humains, prend part à des comités consultatifs gouvernementaux, siège à des comités consultatifs à l'UNIPA (Universitas Negeri Papua, université de Papouasie), et entraîne l'équipe locale junior de soccer dans la ligue nationale !

### DES DÉFIS... ET MÊME DES SOLUTIONS

M. Warinussy a négocié des règlements pacifiques entre les groupes autochtones et la British Petroleum, qui développe un important projet d'exploitation de gaz naturel liquide (GNL) dans la région de la baie de Bintuni en Papouasie. Il a aidé les communautés locales à créer des programmes de développement pour gérer de façon équitable les compensations offertes par BP. Il a été invité à faire partie d'une équipe indépendante de conseillers pour surveiller et évaluer la relocalisation des Papous affectés par les installations de la BP à Bintuni. Ce travail comportait également la préparation d'une étude sur la participation des communautés locales aux décisions relatives aux mesures à prendre par la compagnie pour maintenir la sécurité dans ses opérations, de manière à éviter un conflit entre les forces de sécurité et les villages de la région. Il a fourni l'information nécessaire à la préparation de la Loi sur l'autonomie spéciale. M. Warinussy a joué un rôle central en s'assurant que la Loi soit interprétée selon l'esprit de l'accord initial. Il a coordonné une équipe d'éducation publique, à l'intention des chefs de la communauté, pour promouvoir l'autonomie spéciale comme moyen pacifique de résoudre les griefs résultant de la domination indonésienne sur la Papouasie. Et, surtout, il a encouragé, par l'entremise des médias et de conférences publiques, la mise sur pied de l'Assemblée

suite en page 6

# LE RÉSEAU D'ACTION POUR LA PAPOUSIE OCCIDENTALE FAIT L'ÉLOGE DE YAN CHRISTIAN

suite de la page 5

populaire papoue (MRP) pour représenter la communauté de Papouasie, et pour surveiller l'exécution des autres aspects de la Loi.

## PERSÉVÉRANT, INNOVATEUR ET DÉTERMINÉ

Yan Christian a joué un rôle de tout premier plan en protégeant les droits humains des habitants de Wasior pendant et après le conflit déclenché en 2001. Depuis, il n'a cessé d'examiner et d'enquêter sur les droits de la personne. Son aide infaillible est précieuse aux yeux de la population de Wasior. En 2004, il a été invité à se joindre à la Commission nationale des droits de l'homme pour enquêter sur le conflit de 2002-2003 touchant la communauté de Wasior. Jusqu'à ce jour, Yan Christian continue d'exercer une pression sur la Commission nationale des droits de l'homme pour la poursuite de l'enquête et pour que les auteurs de violations soient reconnus responsables de leurs actes.

## YAN CHRISTIAN, FIERTÉ DE SA COMMUNAUTÉ

Yan Christian rayonne d'une confiance qui touche tous ceux qui le côtoient. La maison et le bureau de ce défenseur des droits humains franc et dévoué sont toujours ouverts à ceux de sa communauté. Yan Christian ne recule jamais lorsqu'il s'agit de venir en aide à sa communauté papoue. Sans relâche, il travaille jour et nuit pour améliorer la vie des Papous et pour s'assurer que leurs droits soient respectés. Quelqu'un se présente-t-il chez lui ou à son bureau avec une plainte qu'il agit sans tarder. Les membres de sa communauté de Manokwari estiment que, sans Yan Christian, leur situation serait beaucoup plus grave.

Yan Christian exerce une influence positive sur son entourage qui lui apporte également l'espoir et la force. Son courage et sa franchise attirent les autres qui lui



accordent toute confiance. Il a maintes fois démontré sa force et sa foi en la justice et la vraie démocratie, et défié les législateurs en Papouasie occidentale. Grâce à Yan Christian, qui les aide à travailler, les encourage et leur donne un sentiment de sécurité et de confiance, les victimes de violations des droits humains réussissent le plus souvent à recoller les morceaux de leur vie.

Nous tenons à remercier tous ceux qui travaillent pour les droits de la personne en Papouasie occidentale, et particulièrement Droits et Démocratie qui nous offre l'occasion d'honorer le travail magnifique de Yan Christian Warinussy et de mettre en lumière la situation en Papouasie occidentale.

Nos sincères félicitations à Yan Christian et à tous ceux qui se lèvent pour défendre la liberté, les valeurs et les idéaux des droits de la personne. |



## LES LIENS QUI LIENT

### WESTPAN

<http://www.westpapua.ca/>

Le réseau d'action pour la Papouasie occidentale est un groupe solidaire de Canadiens et de Papous dévoués à la cause de la Papouasie occidentale et travaillant dans le souci de sensibiliser les gens aux injustices perpétrées en Papouasie occidentale, et à la destruction de ses habitants, de ses cultures uniques et de ses écosystèmes rares. Visitez leur site pour s'informer, pour devenir membre ou pour faire un don.

### PACIFIC PEOPLES' PARTNERSHIP (PPP)

[www.pacificpeoplespartnership.org](http://www.pacificpeoplespartnership.org)

C'est la seule organisation non-gouvernementale canadienne destinée à promouvoir l'éducation et le développement économique et social dans les pays du Pacifique Sud. La PPP établit aussi des liens entre les peuples autochtones du Canada et ceux du Pacifique Sud.

### TAPOL

<http://tapol.gn.apc.org/>

TAPOL, qui signifie « prisonnier politique » en indonésien, est une organisation importante de langue anglaise qui traite de la situation des droits de l'homme en Indonésie, notamment en Papouasie occidentale. Son site Internet contient des mises à jour régulières sur les derniers rapports ou sur les violations des droits humains, et informe sur les réunions, les événements et les campagnes de soutien aux victimes de violations en Indonésie.

### KOMNAS HAM

<http://www.komnasham.go.id/>

Organisme gouvernemental indonésien chargé d'enquêter sur les violations en matière de droits de la personne en Indonésie. Le site Internet est en majorité écrit en langue bahasa.

Veillez noter que ces liens sont en anglais.

## PUBLICATIONS

John Wing & Peter King, Genocide in West Papua?

The role of the Indonesian state apparatus and a current needs assessment of the Papuan people (August 2005) [en anglais]

Centre for Peace and Conflict Studies, University of Sydney and ELSHAM

Disponible au : <http://www.arts.usyd.edu.au/centres/cpacs/wpp.htm>

Le West Papua Project (Projet Papouasie occidentale) du Centre for Peace and Conflict Studies de l'université de Sydney cherche à favoriser le dialogue pacifique entre la population de Papouasie occidentale et l'Indonésie. Son site contient des mises à jour des dernières activités et rapports. Le rapport cité ici fait état de la menace constituée par les militaires indonésiens contre la stabilité de la Papouasie occidentale, des campagnes militaires à grande échelle dans la province, de l'explosion du VIH/SIDA et de la constante marginalisation des peuples autochtones papous.

Indonesian Human Rights abuses in West Papua:

Application of the law of genocide to the history of Indonesian control (April 2004) [en anglais]

Édité par Allard K. Lowenstein International Human Rights Clinic, de la faculté de droit de l'université Yale. Ce rapport est le résultat d'une table ronde d'une journée tenue à la faculté de droit de Yale en 2002, et dont le sujet était de déterminer si la conduite du gouvernement indonésien envers le peuple de Papouasie occidentale constitue un génocide tel que défini par la Convention sur le génocide de 1948.

## COMMENT POUVEZ-VOUS AIDER ?

Faites un don à l'association de Yan Christian Warinussy, l'Institut pour la recherche, l'analyse et le développement de l'aide juridique aussi connu sous LP3BH en visitant notre site web au [www.dd-rd.ca](http://www.dd-rd.ca).

Devenez membre de WestPAN, Le réseau d'action pour la Papouasie occidentale, au [www.westpapua.ca](http://www.westpapua.ca).